

5.1. Institution - Citoyenneté	
5.1.1. Vie politique et élections	131
5.1.2. Autorité de Protection des Données Personnelles (APDP)	133
5.1.3. Haut Commissariat à la Protection des Droits et à la Médiation.....	134
5.2. Justice et sécurité	
5.2.1. Justice	135
5.2.2. Sûreté publique	138
5.2.3. Force publique	139
5.2.4. Agence Monégasque de Sécurité Numérique	144
5.3. Représentation diplomatique et consulaire et rayonnement à l'étranger	
5.3.1. Représentation diplomatique et Consulaire.....	145
5.3.2. Plan Stratégique 2022-2024 de la Coopération Monégasque	145
5.3.3. Monaco Economic Board	147
5.4. Recherche	
5.4.1. Centre Scientifique de Monaco (CSM).....	148
5.4.2. Agence Internationale pour l'Énergie Atomique (AIEA)	150
5.4.3. Musée d'Anthropologie Préhistorique de Monaco	151

5. VIE PUBLIQUE - ORGANISATIONS INSTITUTIONNELLES

5.1. Institution - Citoyenneté

5.1.1. Vie politique et élections

Élections communales

Le Conseil Communal se compose de 15 membres élus pour 4 ans au suffrage universel direct et au scrutin de liste plurinominal, à deux tours, avec possibilité de panachage.

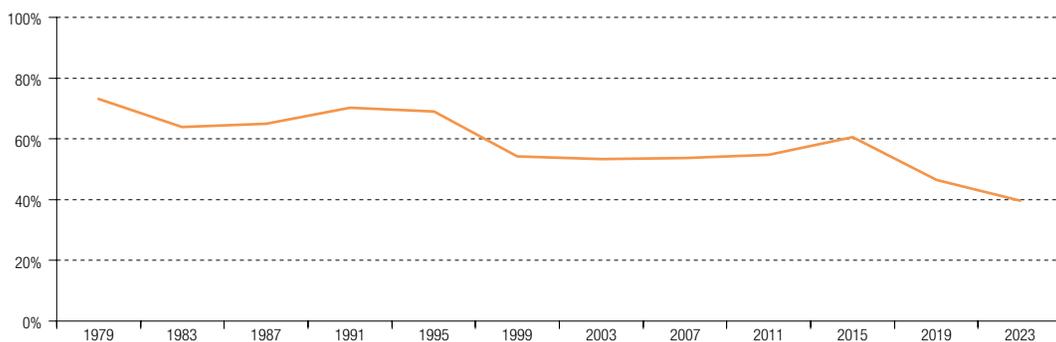
Le premier tour s'effectue à la majorité absolue, et le second tour à la majorité relative.

Résultats des élections communales⁽¹⁾

	2007	2011	2015	2019	2023
Inscrits	6 211	6 509	7 042	7 332	7 605
Votants	3 334	3 559	4 268	3 409	3 016
Taux de participation	53,7%	54,7%	60,6%	46,5%	39,7%
Bulletins blancs	64	80	58	173	110
Bulletins nuls	224	119	119	118	75

Source : Mairie de Monaco

Évolution du taux de participation au 1^{er} tour



Source : Mairie de Monaco

⁽¹⁾ Sur ces campagnes de vote il n'y a pas eu de second tour.

DÉFINITION :

Taux de participation : Nombre de votants rapporté à celui des inscrits.

5.1.1. Vie politique et élections

Élections nationales

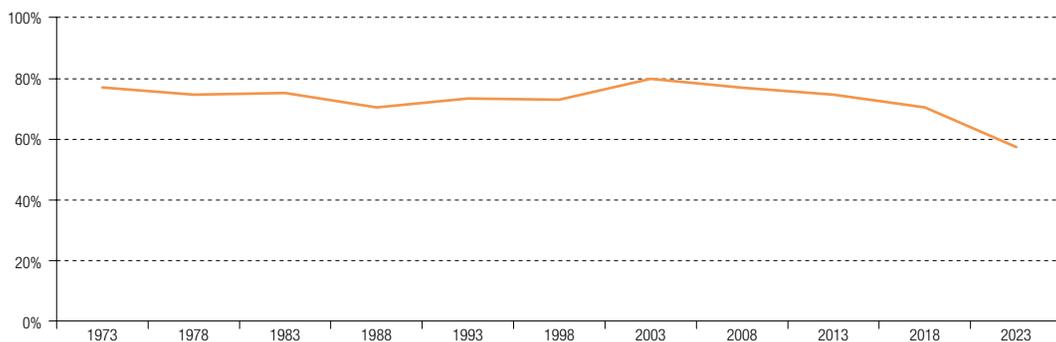
Depuis 2003, le Conseil National est composé de 24 membres, élus pour 5 ans.

Le mode de scrutin est mixte, à un seul tour⁽¹⁾ : les deux tiers des sièges sont attribués au scrutin majoritaire aux 16 premiers candidats obtenant le plus grand nombre de voix, et les 8 sièges restant sont attribués au scrutin proportionnel aux listes ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés.

Évolution de la participation aux élections nationales

	2003	2008	2013	2018	2023
Inscrits	5 842	6 316	6 825	7 245	7 594
Votants	4 658	4 854	5 083	5 097	4 349
Taux de participation ⁽²⁾	79,7%	76,9%	74,6%	70,4%	57,3%
Bulletins blancs	18	80	63	100	146
Bulletins nuls	141	124	159	175	254

Source : Mairie de Monaco

Évolution du taux de participation au 1^{er} tour

Source : Mairie de Monaco

⁽¹⁾ Mode de scrutin à un tour depuis la Loi n°1.250 du 9 avril 2002.

⁽²⁾ Pour 2013 et 2018, le taux de participation retenu correspond au nombre d'enveloppes effectivement comptabilisées à l'ouverture de l'urne rapporté au nombre d'inscrits.

DÉFINITION :

Taux de participation : Nombre de votants rapporté à celui des inscrits.

5. VIE PUBLIQUE - ORGANISATIONS INSTITUTIONNELLES

5.1. Institution - Citoyenneté

5.1.2. Autorité de Protection des Données Personnelles - APDP

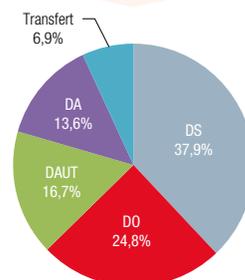
L'Autorité de Protection des Données Personnelles (APDP) est chargée de veiller au respect des libertés et droits fondamentaux des personnes dans le domaine des informations nominatives. Parmi ses missions, elle gère le répertoire public des traitements. Suite à l'entrée en vigueur de la loi n°1.565 du 3 décembre 2024, la CCIN est devenue l'APDP à la fin de l'année 2024.

Évolution du nombre de traitements inscrits au répertoire public par année

	2020	2021	2022	2023	2024
Déclaration simplifiée (DS)	177	206	234	96	170
Déclaration simplifiée (DO)	82	136	139	103	111
Demande d'autorisation (DAUT)	72	90	64	93	75
Secteur public ou assimilé (Demandes d'avis DA)	66	88	56	71	61
Autorisation de transfert	26	54	32	23	31
Total	423	574	525	386	448

Source : Autorité de Protection des Données Personnelles

Nb de traitements inscrits au répertoire public au 31/12/2024



Source : Autorité de Protection des Données Personnelles

Évolution du cumul du nombre de traitements inscrits au répertoire public au 31/12/2024

	2020	2021	2022	2023	2024
Déclaration simplifiée (DS)	3334	3 540	3 774	3 870	4 040
Déclaration ordinaire (DO)	1557	1 693	1 832	1 935	2 046
Demande d'autorisation (DAUT)	732	822	886	979	1 054
Secteur public ou assimilé (Demande d'avis DA)	627	715	771	842	903
Autorisation de transfert	153	207	239	262	293
Total	6 403	6 977	7 502	7 888	8 336

Source : Autorité de Protection des Données Personnelles

Évolution du nombre de délibérations rendues par la Commission

	2020	2021	2022	2023	2024
Autorisations de mise en œuvre et de modification	81	111	83	93	92
Avis favorables de mise en œuvre ou de modification	71	99	66	71	79
Autorisation de transfert d'informations nominatives ⁽¹⁾	26	54	32	23	31
Avis sur des projets de textes	5	7	2	2	2
Réduction du délai de conservation souhaité	2	0	0	1	0
Portant sur une mission d'investigation	3	1	3	5	9
Avis défavorables à la mise en œuvre ou à la modification	1	1	0	1	1
Recommandations	0	0	0	0	2
Refus d'autorisation	0	1	0	5	1
Proposition de déclaration simplifiée	0	0	0	0	0
Total	189	274	186	201	217

Source : Autorité de Protection des Données Personnelles

⁽¹⁾ Vers un pays ne disposant pas d'un niveau de protection adéquat.

DÉFINITION :

Répertoire des traitements : Registre public destiné à assurer la publicité des traitements exploités par les personnes physiques et morales de droit privé, ainsi que par les entités publiques et assimilées. Seuls ne sont pas inscrits au répertoire public les traitements mis en œuvre par les Autorités Judiciaires et les Autorités Administratives qui concernent la sécurité publique, les infractions, les condamnations ou les mesures de sûreté, ou ayant pour objet la prévention, la recherche, la constatation ou la poursuite des infractions pénales ou l'exécution des condamnations pénales ou des mesures de sûreté.

5.1.3. Haut Commissariat à la Protection des Droits et à la Médiation

Le Haut Commissariat à la Protection des Droits et à la Médiation offre un recours amiable et gratuit à toute personne :

- qui s'estime lésée par une décision administrative ou par le fonctionnement d'un service administratif ;
- qui estime avoir subi, en Principauté, une discrimination injustifiée ;
- mineures qui peuvent faire part d'éventuelles violations de leurs droits fondamentaux.

Mission de traitement amiable des réclamations

Évolution du nombre de dossiers

	2020	2021	2022	2023	2024
Nouvelles saisines	82	97	77	82	107
Dossiers traités	98	111	72	71	100
Total	180	208	149	153	207

Source : Haut Commissariat à la Protection des Droits des Libertés et à la Médiation

Évolution de la répartition des dossiers par domaines de compétence

	2020	2021	2022	2023	2024
Protection des droits des administrés	86%	84%	91%	87%	89%
Lutte contre les discriminations	14%	16%	9%	13%	11%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Haut Commissariat à la Protection des Droits des Libertés et à la Médiation

Évolution de la répartition du profil des requérants par nationalité

	2020	2021	2022	2023	2024
Monégasque	38%	43%	32%	17%	24%
Étranger	45%	39%	40%	51%	55%
Non communiqué	17%	18%	28%	32%	21%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Haut Commissariat à la Protection des Droits des Libertés et à la Médiation

Évolution de la répartition du profil des requérants par lieu de résidence

	2020	2021	2022	2023	2024
Monaco	64%	64%	66%	59%	65%
Étranger	36%	36%	34%	41%	35%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Haut Commissariat à la Protection des Droits des Libertés et à la Médiation

Mission d'avis aux autorités

	2020	2021	2022	2023	2024
Avis rendus sur les projets de loi	5	6	5	8	10

Source : Haut Commissariat à la Protection des Droits des Libertés et à la Médiation

Mission de coopération à l'international

	2020	2021	2022	2023	2024
Rencontres à l'international	2	7	5	6	6

Source : Haut Commissariat à la Protection des Droits des Libertés et à la Médiation

5. VIE PUBLIQUE - ORGANISATIONS INSTITUTIONNELLES

5.2. Justice et sécurité

5.2.1. Justice

L'année judiciaire court sur la période du 1^{er} octobre N au 30 septembre N+1.

A. Tribunal Suprême, Cour de Révision et Cour d'Appel

Évolution de l'activité du Tribunal Suprême, des Cours de Révision et d'Appel par année judiciaire

	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23	2023-24
Tribunal Suprême					
Recours enregistrés	17	21	31	27	28
Décisions	15	26	18	37	24
Cour de Révision					
Arrêts civils	41	41	44	31	41
Arrêts pénaux	26	40	30	19	24
Cour d'appel					
Matière Civile					
Affaires nouvelles	128	142	118	130	127
Affaires en cours au 1 ^{er} octobre	134	122	167	185	192
Affaires terminées	109	146	123	121	121
Arrêts Chambre du Conseil	126	153	127	117	48
Matière Pénale					
Arrêts correctionnels	24	32	27	38	46
Arrêts Chambre du Conseil	144	121	79	53	85
Tribunal criminel, dont :	6	6	74		4
Arrêts rendus	1	4	0	0	2
Dossiers en cours	5	2	2	2	2

Source : Direction des Services Judiciaires

B. Tribunal de Première Instance

Évolution de l'activité du Tribunal de Première Instance par année judiciaire

	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23	2023-24
Matière Civile					
Affaires nouvelles	541	521	557	511	609
Affaires en cours	760	757	731	725	850
Affaires terminées	480	524	583	516	482
Jugements ⁽¹⁾	990	953	1 127	1 082	1 031
Ordonnances de Référé	67	57	67	85	98
Ordonnances et Procès-Verbaux ⁽²⁾	3 371	4 217	3 686	4 520	5 894
Matière Pénale					
Jugements	373	374	369	357	392
Cabinet d'Instruction Majeurs					
Affaires en cours	192	217	235	259	272
Affaires terminées	63	62	56	43	46
Cabinet d'Instruction Mineurs					
Affaires en cours	10	8	6	12	13
Affaires terminées	11	7	10	7	10

Source : Direction des Services Judiciaires

C. Justice de Paix

Évolution de l'activité de la Justice de Paix par année judiciaire

	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23	2023-24
Jugements civils	9	11	5	26	19
Ordonnances	447	414	410	547	460

Source : Direction des Services Judiciaires

⁽¹⁾ Tribunal de Première Instance, Chambre du Conseil, Commission Arbitrale des Loyers Commerciaux et Commission Arbitrale des Loyers d'habitation.

⁽²⁾ Toutes matières confondues.

5.2. Justice et sécurité

5.2.1. Justice

L'année judiciaire court sur la période du 1^{er} octobre N au 30 septembre N+1.

D. Tribunal du Travail

Évolution de l'activité du Tribunal du Travail par année judiciaire

	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23	2023-24
Affaires nouvelles (devant le bureau de conciliation)	55	101	67	65	138
Affaires jugées	63	78	84	128	208
Affaires en Instance	280	303	286	213	109

Source : Direction des Services Judiciaires

E. Parquet Général

Évolution de l'activité du Parquet Général par année judiciaire

	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23	2023-24
Affaires pénales enregistrées, dont :	1 416	1 338	1 542	1 387	1 631
Conduite sous l'empire d'un état alcoolique	88	45	101	119	149
Violence	79	61	70	76	86
Vol	180	157	233	183	187
Stupéfiants	78	110	69	111	173
Infractions financières	205	189	262	229	202
Informations ouvertes, dont :	68	84	74	74	59
Infractions de blanchiment	8	12	19	21	12
Jugements correctionnels (hors intérêts civils), dont :	373	347	308	292	370
Flagrants délits	21	34	40	34	53
Personnes condamnées	304	363	309	304	351
Commissions Rogatoires Internationales	156	322	272	247	274
Délivrées par les autorités étrangères à Monaco, dont :	121	138	104	109	109
Italie	13	17	5	9	3
France	60	70	56	52	53
Infractions de blanchiment	23	43	40	39	49
Délivrées par les autorités monégasques à l'étranger, dont :	35	184	178	138	165
Infractions de blanchiment	12	36	23	18	61
Extraditions	16	18	22	12	16
Demandées par l'étranger	5	9	4	4	6
Demandées par Monaco	11	9	18	8	10
Écrous	42	65	63	68	95
Mineurs	0	1	4	2	4
Majeurs	42	64	59	66	91

Source : Direction des Services Judiciaires

Évolution des écrous selon la nationalité par année civile

	2020	2021	2022	2023	2024
Française	13	23	24	25	34
Autre Union Européenne	5	11	9	12	19
Europe Hors Union Européenne	10	4	5	17	15
Afrique	1	5	11	10	12
Monégasque	5	12	8	2	4
Italienne	5	4	7	6	3
Amérique du Sud	4	3	1	1	2
Amérique du Nord	2	0	0	1	2
Inconnue	1	0	0	1	2
Asie ⁽¹⁾	0	1	0	0	2
Proche et Moyen-Orient	0	0	1	1	1
Apatride	0	0	1	0	0

Source : Direction des Services Judiciaires

(1) Dont Océanie.

5. VIE PUBLIQUE - ORGANISATIONS INSTITUTIONNELLES

5.2. Justice et sécurité

5.2.1. Justice

Comparaison des chefs d'inculpation par rapport aux écrous par année civile

	2020	2021	2022	2023	2024
Abus de confiance	0,0%	1,1%	0,0%	2,4%	1,9%
Association de malfaiteurs	1,3%	2,2%	2,7%	1,6%	2,9%
Atteinte à la vie privée et familiale	0,0%	0,0%	0,0%	0,8%	0,0%
Attentat à la pudeur, tentative d'attentat à la pudeur	1,3%	1,1%	1,8%	0,0%	0,0%
Banqueroute	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,0%
Blanchiment	3,9%	1,1%	2,7%	4,9%	9,5%
Conduite après usage de stupéfiant	0,0%	2,2%	0,9%	1,6%	1,4%
Conduite sans permis, défaut d'assurance, non présentation du certificat d'immatriculation	0,0%	0,0%	1,8%	0,0%	1,0%
Conduite sous l'empire d'un état alcoolique	18,5%	14,3%	11,5%	8,9%	6,7%
Contraventions de simple Police	0,0%	1,1%	0,9%	0,0%	0,0%
Contrefaçon et détention de contrefaçon	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,5%
Corruption	0,0%	0,0%	1,8%	0,0%	0,0%
Coups et blessures volontaires ou involontaires avec circonstance aggravante	1,3%	2,2%	0,0%	0,0%	1,0%
Délits de fuite, défaut de maîtrise, non respect des signalisations	0,0%	1,1%	0,0%	1,6%	3,5%
Destruction, dégradation, détérioration de biens	0,0%	1,1%	2,7%	0,0%	0,5%
Détention, diffusion, importation et exportation d'images ou représentations de mineurs présentant un caractère pornographique	0,0%	0,0%	0,0%	3,3%	0,0%
Divers	5,3%	0,0%	4,3%	0,8%	0,0%
Émission de chèque sans provision	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,5%
Entente ou association en vue de commettre un trafic de stupéfiants	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	3,3%
Escroquerie, tentative d'escroquerie	7,9%	1,1%	0,0%	9,9%	1,4%
Exercice illégal d'une activité artisanale, commerciale, industrielle et professionnelle	0,0%	0,0%	2,7%	0,0%	0,0%
Faux en écriture et usage de documents falsifiés, émission de chèques sans provision	6,6%	3,3%	0,0%	2,4%	2,4%
Filouterie, grivèlerie	0,0%	0,0%	0,9%	1,6%	0,5%
Harcèlement, agression, mauvais traitement	0,0%	2,2%	0,9%	0,0%	0,0%
Homicide, tentative d'homicide, complicité	0,0%	1,1%	0,0%	2,4%	1,0%
Infraction à la législation sur le travail	0,0%	0,0%	0,9%	0,0%	0,0%
Infraction à la législation sur les armes, port d'armes ou détention d'armes	1,3%	1,1%	0,0%	0,8%	2,9%
Infraction à la législation sur les stupéfiants	6,6%	11,0%	3,4%	7,3%	14,3%
Infraction à mesure de refoulement	0,0%	3,3%	11,5%	3,3%	2,4%
Introduction et importation d'œuvres contrefaites	1,3%	0,0%	1,8%	0,0%	0,0%
Ivresse publique et manifeste	1,3%	1,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Menace, menace de mort sans ordre ou condition	0,0%	1,1%	0,0%	3,3%	1,4%
Mise en circulation de fausse monnaie	0,0%	1,1%	1,8%	0,0%	0,0%
Non déclaration à l'autorité de contrôle lors d'un transport transfrontalier d'espèces, manquement à l'obligation déclarative d'argent liquide	0,0%	0,0%	0,0%	0,8%	2,4%
Offre, diffusion, importation et exportation d'images ou représentations de mineurs présentant un caractère pornographique	0,0%	0,0%	0,9%	1,6%	0,0%
Outrage	3,9%	2,2%	0,0%	0,8%	0,9%
Proxénétisme, complicité	3,9%	0,0%	3,5%	0,8%	0,0%
Rébellion, refus d'obtempérer, délit de fuite	5,3%	3,3%	1,8%	3,4%	1,9%
Recel et usage de faux	7,9%	0,0%	0,9%	0,8%	3,3%
Refus de contrôle et de vérification d'identité	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,9%
Refus de remise de convention secrète de déchiffrement pouvoir judiciaire ou réquisition	1,3%	0,0%	1,8%	0,8%	0,0%
Refus d'obtempérer franchissement de ligne continue circulation en sens interdit	0,0%	0,0%	0,0%	2,4%	1,4%
Usage frauduleux d'un instrument de paiement	0,0%	4,4%	0,0%	0,8%	0,0%
Usurpation d'identité	0,0%	0,0%	0,0%	0,8%	1,9%
Viol, tentative de viol	0,0%	2,2%	1,8%	0,0%	2,4%
Violation de domicile	0,0%	1,1%	0,0%	1,6%	0,5%
Violence ou voie de fait, destruction ou dégradation	3,9%	13,2%	11,5%	5,7%	6,6%
Vol à mains armées	0,0%	1,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Vol, tentative de vol, complicité de vol	17,2%	18,7%	22,8%	22,8%	17,8%

Source : Direction des Services Judiciaires

5.2. Justice et sécurité

5.2.2. Sûreté publique

A. Activité générale

Police Judiciaire

	2020	2021	2022	2023	2024	Évolution 2023-24
Faits constatés	712	716	810	834	888	6,5%

Source : Direction de la Sûreté Publique

Police Urbaine

	2020	2021	2022	2023	2024	Évolution 2023-24
Appels "17"	7 804	9 112	10 176	11 803	13 106	11,0%
Services d'ordre	314	497	643	649	583	-10,2%
Avis de contravention dressés	39 014	40 882	44 074	43 906	46 572	6,1%

Source : Direction de la Sûreté Publique

Police Maritime et Aéroportuaire - Contrôles Transfrontières

	2020	2021	2022	2023	2024	Évolution 2023-24
Nombre d'escales de navires de croisière	1	0	110	120	126	5,0%
Nombre d'interventions d'assistances et de secours en mer	28	42	37	47	35	-25,5%

Source : Direction de la Sûreté Publique

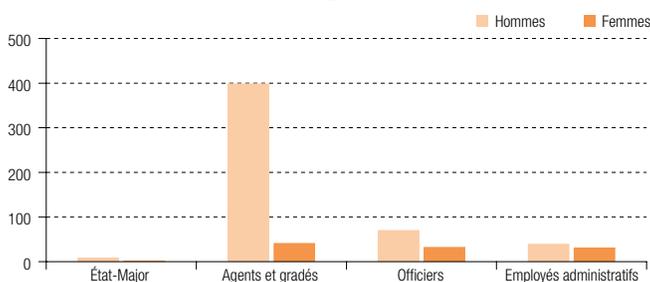
B. Effectifs 2024

Effectifs selon le statut et le sexe

	Hommes	Femmes	Total
Policiers			
État-Major	9	2	11
Agents et gradés	399	42	441
Officiers	71	33	104
Employés administratifs	40	32	72
Total	519	109	628

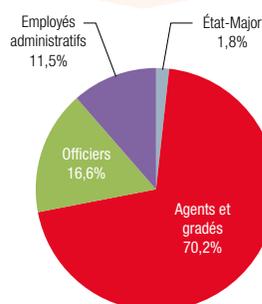
Source : Direction de la Sûreté Publique

Effectifs selon le statut et le sexe



Source : Direction de la Sûreté Publique

Effectifs selon le statut en 2024



Source : Direction de la Sûreté Publique

5.2. Justice et sécurité

5.2.3. Force publique

A. Le Corps des Carabiniers du Prince

Créé par Ordonnance Souveraine en date du 8 décembre 1817, la Compagnie des Carabiniers du Prince constitue une unité militaire exclusivement dédiée au service et à la protection du Prince Souverain et de Sa Famille.

La Compagnie des Carabiniers du Prince effectue chaque jour la cérémonie de « Relève de la Garde » à 11h55 devant la Porte d'Honneur du Palais Princier et porte haut les trois principes de sa devise : Honneur - Fidélité - Dévouement.

Formée de 125 militaires, elle compose avec le Corps des Sapeurs-Pompiers, la Force Publique.

Missions

- Veiller à la sûreté de S.A.S. Le Prince Souverain et de Sa Famille
- Assurer la garde du Palais et de Ses dépendances
- Fournir les services d'honneur
- Veiller à l'exécution des lois et participer au maintien de l'ordre public
- Exécuter les missions ordonnées par Eux

Services effectués au cours de l'année 2024 :

Ils ont représenté :

- 3 880 gardes au Palais Princier (11 militaires 24h/24h).

La Compagnie a assuré :

- 2 190 factions de police ;
- 1 460 jours de surveillance au domaine du Rocagel.

La compagnie a participé à :

- 29 cérémonies ponctuelles, soit 691 Carabiniers sur les rangs (Fête nationale, piquets d'honneur, visites officielles, fêtes religieuses, réceptions...);
- 11 piquets obsèques, soit 55 militaires ;
- 17 cérémonies de lettres de créance, soit 113 militaires.

L'Orchestre a effectué :

- 23 prestations (hors cérémonial quotidien de relève de garde et lettres de créances) soit 357 musiciens pour un total de 51 journées ;
- 35 journées de répétitions.

Mais aussi :

- 71 missions d'ambulances pour diverses manifestations sportives ;
- 55 missions de la Cellule Plongeurs Aquatiques pour diverses manifestations sportives (Yacht Club - Maintien en condition) ;
- Formation annuelle secourisme par 4 formateurs pour 131 carabiniers formés.

Dans le domaine du soutien :

- Ce sont 29 001 repas fournis par le mess, dont 6 962 au profit d'unités extérieures.

Dans le domaine de la formation :

- Ce sont 17 actions de formations, toutes diplômantes au profit de 45 Carabiniers pour un nombre de 123 journées totales).

Enfin, la Compagnie des Carabiniers du Prince est composée de 125 Carabiniers d'une moyenne d'âge de 37 ans, d'une ancienneté en service de 13,04 ans et représente un total de 83 foyers dont 137 enfants à charge.

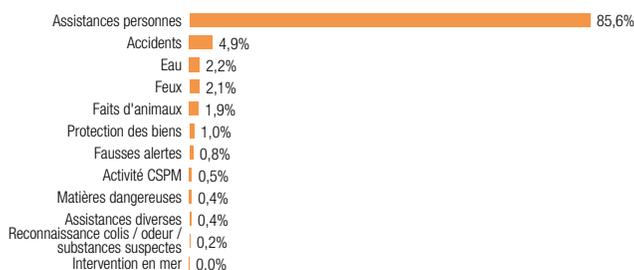
Source : *Corps des Carabiniers du Prince*

5.2. Justice et sécurité

5.2.3. Force publique

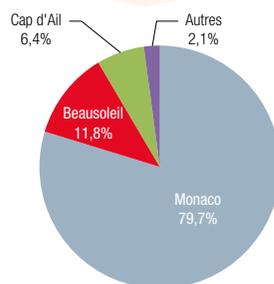
B. Corps des Sapeurs Pompiers

Répartition des activités générales en 2024



Source : Corps des Sapeurs-Pompiers

Répartition des activités selon la commune en 2024



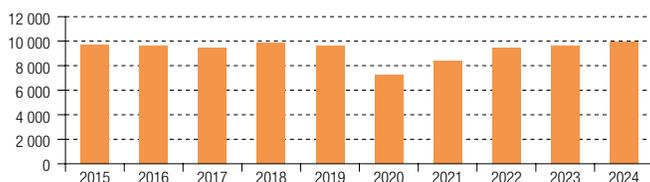
Source : Corps des Sapeurs-Pompiers

Évolution du nombre d'interventions par activité

	2020	2021	2022	2023	2024
Assistance à personnes	6 041	6 803	7 830	8 188	8 513
Accidents moyens de transport	317	377	432	378	489
Eau	243	214	219	180	215
Feux	0	27	220	234	210
Faits d'animaux	178	187	241	243	194
Protection des biens	0	69	63	100	101
Fausse alertes	150	229	80	94	80
Activités CSPM	n.a.	n.a.	n.a.	37	49
Matières dangereuses	n.a.	n.a.	n.a.	30	42
Sorties diverses	245	415	282	70	39
Reconnaissance colis / odeur / substances suspectes	n.a.	n.a.	n.a.	19	17
Intervention en mer	0	18	39	1	1
Total	7 278	8 409	9 432	9 574	9 950

Source : Corps des Sapeurs-Pompiers

Évolution du nombre d'interventions des activités générales



Source : Corps des Sapeurs-Pompiers

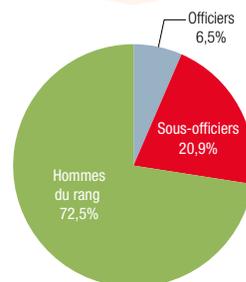
C. Effectifs 2024

Effectifs selon le statut et le sexe

	Hommes	Femmes	Total
Officiers	10	0	10
Sous-officiers	32	0	32
Hommes du rang	110	1	111
Total	152	1	153

Source : Corps des Sapeurs-Pompiers

Effectifs selon le statut en 2024



Source : Corps des Sapeurs-Pompiers

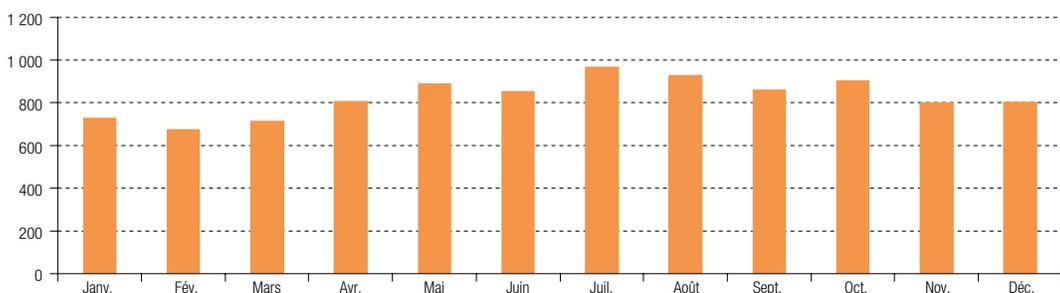
5. VIE PUBLIQUE - ORGANISATIONS INSTITUTIONNELLES

5.2. Justice et sécurité

5.2.3. Force publique

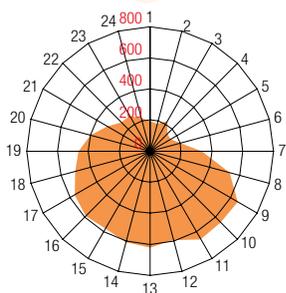
B. Corps des Sapeurs-Pompiers

Rythme mensuel des activités en 2024



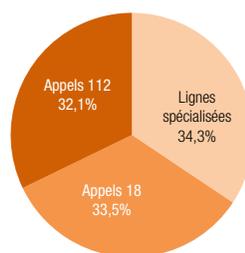
Source : Corps des Sapeurs-Pompiers

Traitement des demandes de secours selon la tranche horaire en 2024



Source : Corps des Sapeurs-Pompiers

Répartition des demandes de secours selon le numéro appelé en 2024



Source : Corps des Sapeurs-Pompiers

48 384 demandes de Secours, provenant du 18 et du 112, ont été traitées par le Centre Opérationnel des Sapeurs-Pompiers.

Le temps de traitement moyen des appels est de : **1'51"**

Le délai moyen d'arrivée des engins est estimé à : **5'39"**

DÉFINITIONS :

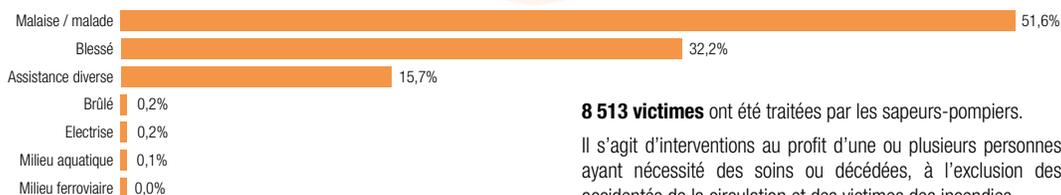
Temps moyen de traitement des appels : Il correspond à la durée de la conversation avec le Centre Opérationnel pour obtenir les renseignements suffisants pour adapter la demande de secours.

Délai d'arrivée des engins : Il correspond au délai moyen d'un engin d'incendie et de secours pour se rendre à l'adresse indiquée au départ des centres de secours.

5.2.3. Force publique

B. Corps des Sapeurs-Pompiers

Répartition des secours à la personne selon les causes en 2024

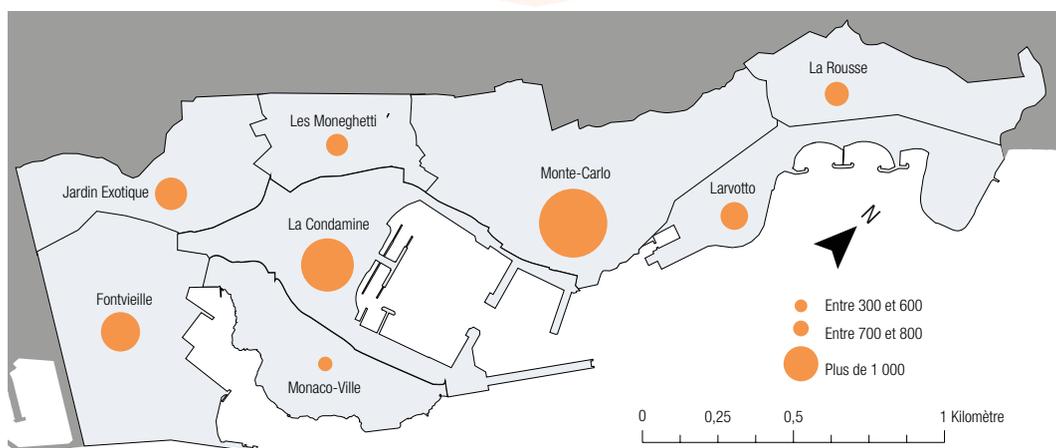


Source : Corps des Sapeurs-Pompiers

8 513 victimes ont été traitées par les sapeurs-pompiers.

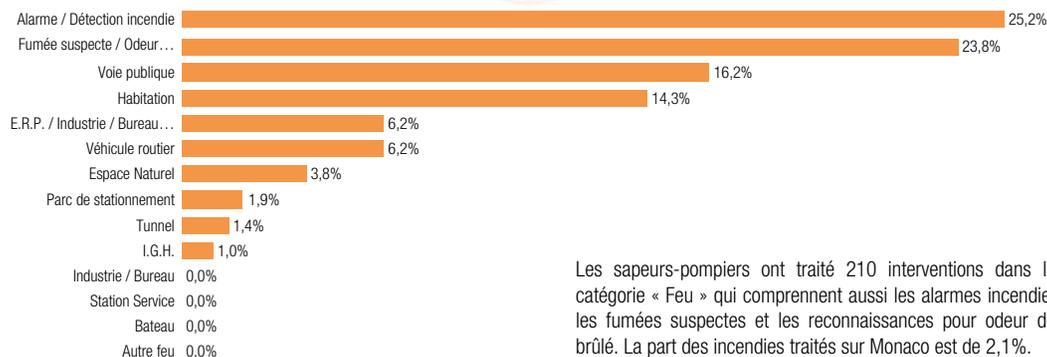
Il s'agit d'interventions au profit d'une ou plusieurs personnes ayant nécessité des soins ou décédées, à l'exclusion des accidentés de la circulation et des victimes des incendies.

Répartition des interventions selon le quartier en 2024



Source : Corps des Sapeurs-Pompiers

Répartition des incendies selon la localisation en 2024



Source : Corps des Sapeurs-Pompiers

Les sapeurs-pompiers ont traité 210 interventions dans la catégorie « Feu » qui comprennent aussi les alarmes incendie, les fumées suspectes et les reconnaissances pour odeur de brûlé. La part des incendies traités sur Monaco est de 2,1%.

5. VIE PUBLIQUE - ORGANISATIONS INSTITUTIONNELLES

5.2. Justice et sécurité

5.2.3. Force publique

B. Corps des Sapeurs-Pompiers

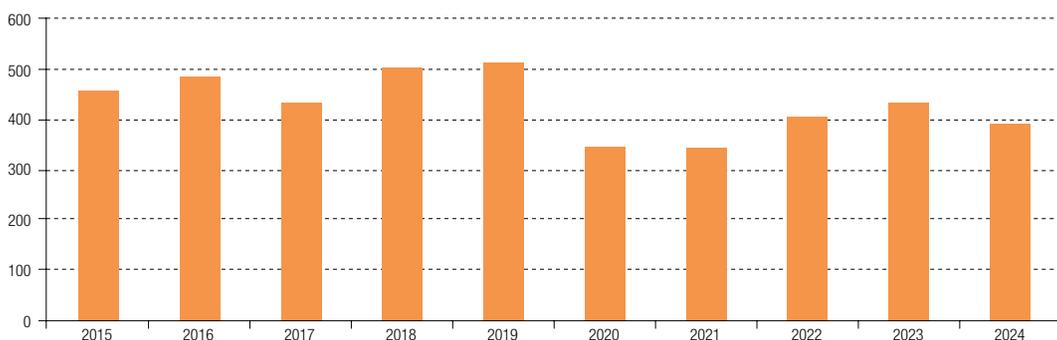
Activités de prévention

Évolution du nombre de visites de contrôle selon le type

	2020	2021	2022	2023	2024
Recollement des travaux	190	219	268	260	257
Établissements recevant du public	42	10	45	26	55
Visites techniques	22	43	48	69	32
Industries	15	9	13	9	28
Immeubles de grande hauteur	2	17	7	15	10
Autres établissements et installations temporaires	65	34	14	28	5
Renouvellements d'exploitation	8	10	9	25	4
Total	344	342	404	432	391

Source : Corps des Sapeurs-Pompiers

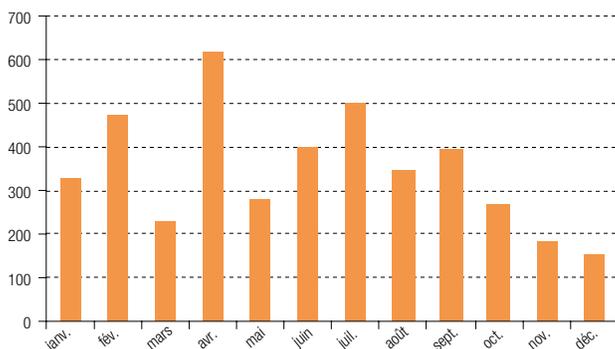
Évolution du nombre de visites de contrôle



Source : Corps des Sapeurs-Pompiers

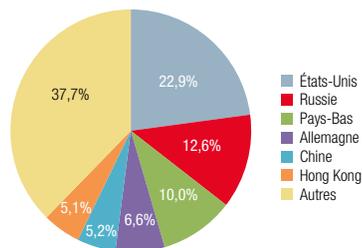
5.2.4. Agence Monégasque de Sécurité Numérique

L'Agence Monégasque de Sécurité Numérique (AMSN), créée par Ordonnance Souveraine le 23 décembre 2015, est l'autorité nationale en charge de la sécurité des systèmes d'information. Elle constitue un centre d'expertise, de réponse et de traitement en matière de sécurité et d'attaques numériques pour l'État et les Opérateurs d'Importance Vitale (OIV).

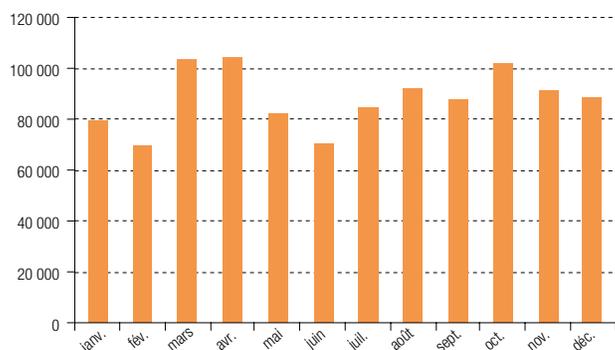
Évolution du nombre de fichiers malveillants reçus⁽¹⁾ sur les systèmes d'information de l'État en 2024

Sources : Agence Monégasque de Sécurité Numérique, IMSEE

Répartition géographique des origines des fichiers malveillants sur l'année 2024

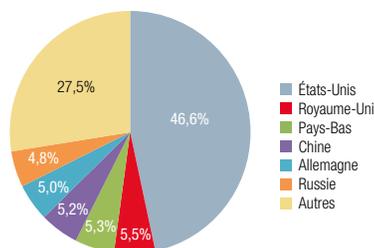


Sources : Agence Monégasque de Sécurité Numérique, IMSEE

Évolution des attaques d'un autre type⁽²⁾ reçues par les systèmes d'information de l'État en 2024

Sources : Agence Monégasque de Sécurité Numérique, IMSEE

Répartition géographique des origines des attaques d'un autre type reçues en 2024



Sources : Agence Monégasque de Sécurité Numérique, IMSEE

⁽¹⁾ Reçus par courrier électronique ou téléchargés depuis des liens malveillants par les utilisateurs.

⁽²⁾ D'après l'AMSN « Ces attaques, qui pour certaines d'entre-elles sont très évoluées, visent principalement à tirer profit de vulnérabilités éventuelles dans les systèmes d'information. En cas de réussite, ces attaques permettent généralement aux attaquants de prendre à distance le contrôle des systèmes visés. »

5. VIE PUBLIQUE - ORGANISATIONS INSTITUTIONNELLES

5.3. Représentation diplomatique et consulaire

5.3.1. Représentation diplomatique et Consulaire

Au 31 décembre 2024, 79 Ambassadeurs ayant présenté leurs Lettres de créance à S.A.S. le Prince Souverain sont en fonction et 132 Ambassades représentant un pays demeurent accréditées étant représentées par un Chargé d'Affaires ad interim.

16 Ambassadeurs Extraordinaires et Plénipotentiaires de Monaco sont en fonction auprès de 28 États et des 14 plus importantes Organisations Internationales.

83 pays étaient ainsi représentés par un Consulat en activité, qu'il soit ou non en résidence à Monaco.

La Principauté de Monaco est dotée d'un réseau de 132 Consulats actifs dans 86 pays.



Source : Direction des Relations Diplomatiques et Consulaires

5.3.2. Plan Stratégique 2022-2024 de la Coopération Monégasque

En septembre 2015, la Principauté de Monaco a adopté le programme de développement durable des Nations Unies pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et lutter contre les inégalités d'ici à 2030, à travers 17 Objectifs de Développement Durable (ODD). Ainsi, au travers de ses plans stratégiques successifs, la Coopération monégasque se focalise sur les ODD centrés sur l'être humain, avec pour objectif principal la lutte contre la pauvreté (ODD n°1). Le Plan Stratégique 2022-2024 de la Coopération de Monaco a pu être mis en œuvre grâce à un montant inédit de 59.7 millions d'€ - sur un budget global d'Aide Publique au Développement (APD) 2022-2024 de 74.2 millions d'€ - entièrement délivré sous forme de dons. L'ensemble des opérations, environ 250 projets sur trois ans, a bénéficié à plus de 3.5 millions de personnes vulnérables, vivant dans des pays aux multiples fragilités.

Les opérations ont été concentrées sur quatre principaux domaines socio-économiques : la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ODD n°2), la santé (ODD n°3), l'éducation et la protection de l'enfance (ODD n°4) et l'accès au travail décent (ODD n°8).



Au travers des approches transversales, telles que l'égalité femmes-hommes et le co-bénéfice climat, d'autres ODD sont également adressés.



Enfin, la DCI a poursuivi son effort en faveur de la localisation de l'aide (en accord avec le Sommet Humanitaire Mondial d'Istanbul de 2016) auprès des partenaires locaux (40% des fonds alloués). Il s'agit d'un acquis majeur au cours de la période, dans un souci de durabilité et d'ancrage local, en portant une attention particulière au suivi financier de ces subventions, puisque 59% du volume financier des projets ont été audités et/ou évalués.

5.3. Représentation diplomatique et consulaire

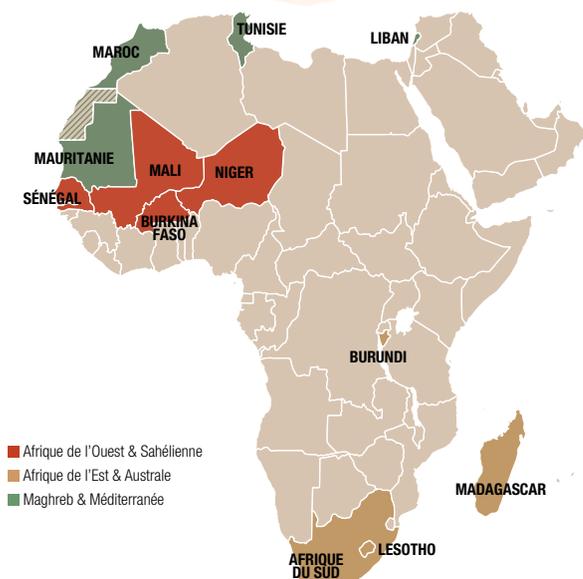
5.3.2. Plan Stratégique 2022-2024 de la Coopération Monégasque

Chiffres-clés du Plan Stratégique 2022-2024 de la Coopération monégasque :

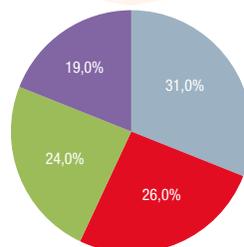
- **3,5 millions** de bénéficiaires directs (contre 2,4 millions sur le plan précédent 2018-2020).
- Une Aide Publique au Développement (APD) en augmentation constante (**74.2 millions d'€** sur 2022-2024).
- **12** pays partenaires, dont **7** pays parmi les moins avancés (PMA), auxquels ont été consacrés **77%** de l'APD.
- Localisation de l'aide avec **40%** de l'APD alloués directement aux acteurs locaux.
- **4 domaines d'intervention** : santé, sécurité alimentaire et nutritionnelle, éducation et protection de l'enfance, accès au travail décent.
- **4 approches transversales** : égalité femmes-hommes, co-bénéfice climat, inclusion des personnes en situation de handicap et inclusion des populations réfugiées/déplacées.
- Renforcement de la redevabilité / qualité de l'aide avec **59%** des projets soutenus évalués et/ou audités.
- Augmentation de **57%** des fonds alloués à l'aide d'urgence.
- Augmentation de **35%** du budget alloué aux Organismes de Solidarité Internationale de Monaco.
- **17** Volontaires Internationaux de Monaco déployés sur la période.

La Coopération monégasque a en effet ciblé **12** pays :

- **Huit** Pays parmi les Moins Avancés (PMA) : Burkina Faso, Burundi, Lesotho, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal.
- **Quatre** Pays à Revenu Intermédiaire (PRI) : Afrique du Sud, Liban, Maroc, Tunisie.

Carte d'intervention pour la période 2022-2024

Source : Direction de la Coopération Internationale

Répartition par domaines d'intervention 2022-2024

Source : Direction de la Coopération Internationale

5. VIE PUBLIQUE - ORGANISATIONS INSTITUTIONNELLES

5.3. Représentation diplomatique et consulaire

5.3.3. Monaco Economic Board

Le MONACO ECONOMIC BOARD (MEB) assure la promotion de l'activité économique de la Principauté et participe activement à son développement. Association de droit privé créée en 1999, le MEB est le bras opérationnel du Gouvernement Princier. Ses actions sont basées autour de trois missions principales :

- MONACO CHAMBER OF COMMERCE : soutenir les entreprises monégasques dans leur développement en local et à l'international, en leur proposant diverses actions et services ainsi qu'un accès privilégié à ses nombreux réseaux.
- INVEST MONACO prospector les entrepreneurs et investisseurs fortunés dans le cadre d'une implantation en Principauté en collaboration notamment avec la Cellule Attractivité du Gouvernement Princier.
- MONACO COORDINATION aider à coordonner les actions de promotion et de développement menées par les entités publiques et privées de Monaco afin de faire bénéficier les entreprises des retombées en termes d'image.

Chiffres clés du MEB en 2024

638 entreprises adhérentes au 31 décembre.

Quelques exemples d'actions organisées ou co-organisées :

5 Missions économiques (voyages d'affaires visant à organiser des rencontres internationales pour une délégation d'entreprises membres du MEB) : À Riyad, Casablanca et Rabat, à Londres, à Varsovie et à Shanghai.

3 Opérations de promotion de l'attractivité de Monaco menées à l'international : Berlin, Londres et Athènes.

5 réunions plénières (Les Rendez-vous des adhérents et Rencontre du Club des Adhérents Premium), 2 participations aux salons Monaco Business et Ever.

7 Accueils de délégations économiques : Tunisie, Autriche, Royaume-Uni, Hongrie, Pologne, Bahreïn et Mexique.

2 actions virtuelles : 2 MEBinaires (webinaires du MEB) thématiques : Collection CEMA Bénin et Malawi.

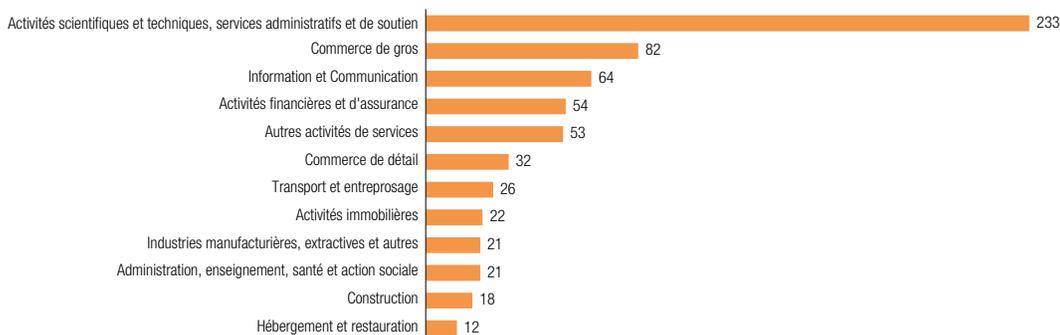
15 organisations de conférences économiques : avec des partenaires reconnus dans leurs domaines : Coface - IMSEE - Allianz - Cahier Verts de l'Économie, Proptech (avec la Délégation Interministérielle chargée de la Transition Numérique) - Des thèmes d'actualités : Dématérialisation des démarches des Formalités Internationales (Ordre des Experts Comptables de Monaco), Séminaire propriété intellectuelle (OMPI) - Des intervenants de renom comme Christophe Barraud (Market Securities) - Un cycle de conférences en anglais...

Animation du Club de l'Eco Monaco en partenariat avec Nice-Matin : 2 conférences thématiques et 1 soirée de remise de Trophées aux meilleurs entrepreneurs de l'année.

Et aussi, le service des Formalités Internationales : **9 321 documents émis** (carnets ATA, Certificats d'Origine, visas de facture, certifications matérielles de signature et listes de colisage).

Source : Monaco Economic Board (MEB)

Répartition des membres du MEB par secteur d'activité



Source : Monaco Economic Board (MEB)

5.4. Recherche

5.4.1. Centre Scientifique de Monaco (CSM)

Personnels du Centre Scientifique de Monaco

Les données des actifs du CSM correspondent aux salariés sur des postes permanents, des salariés sur des postes financés temporairement et les actifs externes (Prestataires, indemnisés, détachés, mise à disposition au CSM, ...)

A- Actifs par statut

Salariés permanents

	2021	2022	2023	2024
Administration et Gouvernance	8	9	9	13
Pôle Biologie Marine	17	19	19	19
Pôle Biologie Médicale	7	9	9	9
Pôle Biologie Polaire	1	2	2	2
Plateforme de Biologie Moléculaire	3	2	2	4
Autres (mise à disposition dans d'autres établissements)	2	2	2	1
Total général salariés permanents	38	43	43	48

Source : Centre Scientifique de Monaco

Salariés temporaires

	2021	2022	2023	2024
Administration et Gouvernance	0	0	0	0
Pôle Biologie Marine	6	7	9	7
Pôle Biologie Médicale	3	5	6	5
Pôle Biologie Polaire	0	0	0	0
Plateforme de Biologie Moléculaire	0	0	0	0
Total général salariés temporaires	9	12	15	12

Source : Centre Scientifique de Monaco

Actifs externes

	2021	2022	2023	2024
Administration et Gouvernance	1	2	4	5
Pôle Biologie Marine	3	1	0	0
Pôle Biologie Médicale	5	4	3	4
Pôle Biologie Polaire	3	2	1	1
Plateforme de Biologie Moléculaire	4	3	4	2
Total général salariés externes	16	14	12	12

Source : Centre Scientifique de Monaco

B - Actifs par pôle

Actifs par pôle

	2021	2022	2023	2024
Administration et Gouvernance	9	11	13	18
Pôle Biologie Marine	26	23	24	22
Pôle Biologie Médicale	15	15	14	14
Pôle Biologie Polaire	4	3	2	2
Plateforme d'Analyses Médicales	7	5	6	6
Autres (mise à disposition dans d'autres établissements)	2	2	2	1
Total général des actifs par pôle	63	59	61	63

Source : Centre Scientifique de Monaco

5. VIE PUBLIQUE - ORGANISATIONS INSTITUTIONNELLES

5.4. Recherche

5.4.1. Centre Scientifique de Monaco (CSM)

C - Doctorants par pôle

Doctorants par pôle	2021	2022	2023	2024
Pôle Biologie Marine	3	4	4	4
Pôle Biologie Médicale	2	3	4	4
Pôle Biologie Polaire	1	1	1	1
Total des doctorants par pôle	6	8	9	9

Source : Centre Scientifique de Monaco

Activités de Recherche du Centre Scientifique de Monaco

Superficie du Centre Scientifique de Monaco : **2 362 m²**

Nombre total de publications dans des revues spécialisées depuis la création du CSM (au 31/12/2024) : **1 010**

Nombre total d'articles dans des ouvrages depuis la création du CSM (au 31/12/2024) : **97**

Évolution des publications scientifiques

	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de publications dans des revues spécialisées	82	67	75	66	35
Ouvrages ou chapitres d'ouvrages	3	5	6	9	12
Nombre de communications scientifiques présentées à des congrès	14	58	62	48	83
Nombre de conférences sur invitations	13	17	46	44	40
Nombre de conférences présentées au CSM	8	4	26	22	25

Source : Centre Scientifique de Monaco

Évolution des collaborations internationales

	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de visiteurs-collaborateurs internationaux venus au CSM	21	17	43	38	25

Source : Centre Scientifique de Monaco

Pays de provenance des collaborations (liste non exhaustive) : Monaco, France, Italie, Espagne, Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, Danemark, Suisse, Israël, Arabie Saoudite, Jordanie, Singapour, Hong Kong, Japon, USA, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Nouvelle Calédonie, Brésil, Chili, Sénégal, Tanzanie, Polynésie Française.

Évolution des formations

	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de thèses en cours au CSM	9	6	10	14	10
Nombre de HDR soutenues	2	1	2	0	1
Nombre de stagiaires (BTS, Master, Ingénieur, Intechmer, Licence pro)	13	22	29	36	30

Source : Centre Scientifique de Monaco

DÉFINITIONS :

HDR : Habilitation à diriger des recherches.

CSM : Centre Scientifique de Monaco.

5.4. Recherche

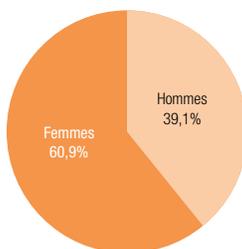
5.4.2. Agence Internationale pour l'Énergie Atomique (AIEA)

Évolution des effectifs selon la fonction

	2020	2021	2022	2023	2024
Directeur	1	1	1	1	1
Chef de laboratoire	3	3	3	3	3
Chargé de Recherche ou de projet	10	13	15	16	16
Ingénieur / Technicien	5	5	5	5	4
Technicien de laboratoire	14	15	15	12	13
Secrétaire / Personnel administratif	8	8	8	9	9
Total	41	45	47	46	46

Source : Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Répartition du personnel selon le sexe en 2024



Source : Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Évolution du personnel permanent des laboratoires selon la spécialité

	2020	2021	2022	2023	2024
Radioécologie	8	9	12	12	14
Radiométrie	12	12	12	11	9
Études de l'environnement marin	7	9	8	7	8
Total	27	30	32	30	31

Source : Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Activités de Recherche des Laboratoires de l'Environnement (LE) de l'AIEA

Superficie des locaux consacrés à la Recherche en 2024 : **3 000 m²** (dont 1 000 m² de bureaux)

Nombre de publications depuis la création des LE : **1 549**

Évolution des activités de recherche

	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de visiteurs-collaborateurs internationaux	14	60	50	75	135
Nombre de publications	63	47	52	29	42
Nombre de participations à des conférences / réunions externes	82	65	67	51	73
Nombre de conférences / réunions organisées aux LE	4	8	15	13	23
Nombre de stages	5	7	9	17	12
Nombre de post-doctorants	3	5	3	2	3

Source : Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

5. VIE PUBLIQUE - ORGANISATIONS INSTITUTIONNELLES

5.4. Recherche

5.4.3. Musée d'Anthropologie Préhistorique de Monaco

A. Personnel salarié

Évolution du personnel salarié selon la fonction

	2020	2021	2022	2023	2024
Directeur	1	1	1	1	1
Chargés de Recherches	2	2	2	2	2
Secrétaire	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	1
Attaché	1	1	1	1	1
Guide	3	3	3	3	1
Agent d'accueil et d'entretien	3	3	3	3	2
Commis-archiviste	1	1	1	1	1
Agent technique	1	1	1	1	1
Total	9	9	9	9	10

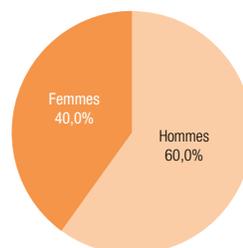
Source : Musée d'Anthropologie Préhistorique de Monaco

Âge moyen du personnel du Musée

45 ans.

Source : Musée d'Anthropologie Préhistorique de Monaco

Répartition du personnel selon le sexe en 2024



Source : Musée d'Anthropologie Préhistorique de Monaco

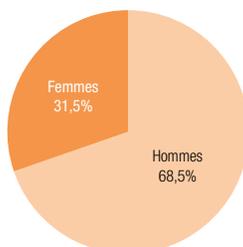
B. Comité scientifique international et chercheurs associés (non salariés)

Évolution du personnel non salarié selon la fonction

	2020	2021	2022	2023	2024
Président	1	1	1	0	1
Membres du Comité scientifique	15	15	17	17	17
Chercheurs / Etudiants	26	22	44	0	160
Total	59	71	80	109	177

Source : Musée d'Anthropologie Préhistorique de Monaco

Répartition du personnel non salarié selon le sexe en 2024



Source : Musée d'Anthropologie Préhistorique de Monaco